

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 octobre 2002
Français
Original: espagnol

Lettre datée du 23 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Mission d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de m'adresser à vous, en votre qualité de Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pendant le mois d'octobre, pour vous faire tenir une lettre datée du 16 octobre 2002 que la Ministre salvadorienne des relations extérieures, María Brizuela de Ávila, vous adresse concernant le jugement rendu par la Cour internationale de Justice en 1992 dans l'affaire du différend frontalier entre El Salvador et le Honduras (voir annexe).

D'ordre de mon gouvernement, je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la lettre et de ses appendices comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Victor Manuel Lagos **Pizzati**



**Annexe à la lettre datée du 23 octobre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous concernant la lettre du 17 septembre 2002 que le Ministre des relations extérieures de la République du Honduras a adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2002/1088), dans laquelle il demandait que le texte de la lettre et de son annexe soit distribué, pour information, comme document du Conseil de sécurité.

Cette note indiquait que les hauts responsables du Honduras et d'El Salvador étaient convenus d'entamer les procédures en vue de la délimitation de la frontière commune, définie par la Cour internationale de Justice dans l'arrêt rendu en septembre 1992.

Ainsi, j'ai le plaisir de confirmer ce qu'a indiqué le Ministre hondurien des relations extérieures, à savoir que les Présidents des deux pays ont effectivement conclu un accord de délimitation de la frontière terrestre commune, telle que définie dans l'arrêt de la Cour internationale de justice le 11 septembre 1992, sauf en ce qui concerne le sixième secteur de la frontière, au sujet duquel notre pays a introduit une demande en révision dudit arrêt, eu égard aux faits nouveaux dont la Cour internationale de Justice a été saisie.

La note en annexe à la lettre du Ministre hondurien des relations extérieures n'est pas la seule sur la question, qui a fait l'objet de plusieurs autres communications entre El Salvador et le Honduras.

C'est pourquoi je me permets de vous faire tenir ci-joint, à des fins d'information, comme l'a fait le Honduras, copie de toute la correspondance échangée entre nos deux pays (voir appendices 1 à 7), y compris la note que mon gouvernement a adressée au Gouvernement hondurien le 15 octobre 2002 (voir appendice 7), pour que le Conseil de sécurité et les pays qui en sont membres soient pleinement informés de l'affaire.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer ces documents comme document du Conseil de sécurité.

La Ministre des relations extérieures
(Signé) María Brizuela **de Ávila**

Appendice 1

Secrétariat aux relations extérieures de la République du Honduras

Tegucigalpa, le 7 août 2000

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous pour proposer que nos deux pays, seuls riverains de la baie de l'Union, où les zones de 3 milles marins des deux États se chevauchent, procèdent, dans un esprit de fraternité, à la délimitation des eaux et nomment à cet effet des représentants spéciaux.

En vous remerciant de votre attention, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État
(Signé) Roberto Flores **Bermúdez**

Son Excellence
Madame María Brizuela de Ávila
Ministre des relations extérieures
République d'El Salvador

Appendice 2

Ministère des relations extérieures d'El Salvador

San Salvador, le 25 avril 2001

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous concernant la note du 7 août 2000 dans laquelle vous proposiez cordialement que nos deux États, seuls riverains de la baie de l'Union, où les zones de 3 milles marins des deux États se chevauchent, procèdent, dans un esprit de fraternité, à la délimitation des eaux et nomment à cet effet des représentants spéciaux.

Notre gouvernement a officiellement accusé réception de l'offre de délimitation bilatérale de la baie de l'Union formulée par votre gouvernement et, dans l'esprit de fraternité que vous évoquiez, la mise à l'examen afin de pouvoir y répondre promptement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

La Ministre des relations extérieures
(Signé) María Brizuela **de Ávila**

Son Excellence
Monsieur Roberto Flores Bermúdez
Ministre des relations extérieures
République du Honduras

Appendice 3

Ministère des relations extérieures d'El Salvador

San Salvador, le 9 novembre 2001

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous écrire concernant votre note du 7 août 2000 et notre accusé de réception du 25 avril 2001.

Dans votre note du 7 août, vous proposez cordialement à notre gouvernement que « nos deux États, seuls riverains de la baie de l'Union, où les zones de 3 milles marins des deux États se chevauchent, procèdent, dans un esprit de fraternité, à la délimitation des eaux et nomment à cet effet des représentants spéciaux ».

Dans ma réponse du 25 avril, je vous ai indiqué que « notre gouvernement a officiellement accusé réception de l'offre de délimitation bilatérale de la baie de l'Union formulée par votre gouvernement et, dans le même esprit de fraternité, l'a mise à l'examen, afin de pouvoir y répondre promptement ».

À ce propos, et à l'issue de l'examen auquel il a procédé, mon gouvernement tient à vous faire savoir qu'il accepte volontiers d'engager un dialogue franc et sincère et des négociations de bonne foi en vue de renforcer et d'approfondir davantage encore le processus d'intégration régionale, en concluant les accords nécessaires.

Mon gouvernement accepte que des représentants spéciaux des deux États soient désignés pour entamer les négociations en vue de la délimitation des eaux territoriales qui se chevauchent et relèvent des juridictions d'El Salvador et du Honduras sur les zones maritimes exclusives adjacentes à la partie continentale et aux îles, notamment les zones maritimes adjacentes aux îles salvadoriennes de Meanguera y Meanguerita et les zones maritimes adjacentes à l'île hondurienne d'El Tigre, en vue d'un règlement ou d'un accord conforme aux principes reconnus du droit international.

Mon gouvernement considère qu'il ressort implicitement de votre offre que les représentants en question prendront en considération, dans le cadre des négociations portant sur les zones maritimes adjacentes à la partie continentale et aux îles, la situation spéciale des zones maritimes adjacentes à l'île salvadorienne de Conejo, de sorte que le dialogue franc et sincère débouche sur des accords justes pour nos deux États frères.

Son Excellence
Monsieur Roberto Flores Bermúdez
Ministre des relations extérieures
de la République du Honduras

Mon gouvernement souhaite néanmoins préciser que le dialogue franc et sincère qui est proposé par votre gouvernement et accepté par le nôtre dans un esprit de coopération et de bonne foi n'implique ni ne signifie que l'État d'El Salvador renonce à son droit d'introduire, dans un délai de 10 ans, une demande en révision au cas où un fait nouveau surviendrait, tant dans la zone maritime pertinente, qu'en ce qui concerne les îles salvadoriennes par rapport auxquelles est définie la zone de 3 milles marins, le delta du Goascorán et les autres secteurs contestés, sauf si les pourparlers entre les représentants des deux pays débouchent sur un accord.

Mon gouvernement vous sait gré de l'offre que vous avez faite et réitère que ses représentants recevront toutes les instructions nécessaires et négocieront en toute bonne foi en vue de parvenir à un accord qui donne entière satisfaction aux deux parties.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

La Ministre des relations extérieures
(*Signé*) María Eugenia Brizuela **de Ávila**

Appendice 4

Secrétariat aux relations extérieures de la République du Honduras

Tegucigalpa, le 18 janvier 2002

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous écrire concernant votre courrier du 9 janvier 2002, dans lequel vous répondez à mon offre du 7 août 2000 d'engager un dialogue entre nos gouvernements sur la délimitation des eaux de la baie de l'Union.

La proposition de mon gouvernement tendant à mettre en place une Commission mixte qui serait chargée de délimiter les eaux de la baie de l'Union dans le cadre d'un dialogue franc et sincère fondé sur la bonne foi et la fraternité ne comportait aucune condition implicite concernant les thèmes sur lesquels porteraient les travaux de la Commission mixte.

À ce propos, je suis au regret de ne pouvoir accepter ce que vous indiquez dans votre note car je considère que c'est aux membres de la Commission mixte qu'il appartiendra de circonscrire le champ de leurs délibérations, qui devront s'inscrire dans le cadre des principes et normes du droit international et des dispositions de l'arrêt rendu le 11 septembre 1992 par la Cour internationale de Justice, qui a force obligatoire pour les deux États.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État
(Signé) Roberto Flores **Bermúdez**

Son Excellence
Madame María Eugenia Brizuela de Ávila
Ministre des relations extérieures
El Salvador

Appendice 5

Ministère des relations extérieures

San Salvador, le 3 avril 2002

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous concernant le courrier daté du 18 janvier 2002 que m'a adressé M. Roberto Flores Bermúdez, qui était alors Secrétaire aux relations extérieures; ce courrier mentionnait ma communication du 9 novembre 2001, laquelle se référait à l'offre formulée par le Honduras dans sa note du 7 août 2000 « visant à ce que nos deux États, seuls riverains de la baie de l'Union, où les zones de 3 milles marins des deux États se chevauchent, procèdent, dans un esprit de fraternité, à la délimitation des eaux et nomment à cet effet des représentants spéciaux ».

Comme je l'ai déjà indiqué dans ma note du 9 novembre 2001, mon gouvernement a accueilli votre offre de délimitation bilatérale avec enthousiasme et proposé qu'un dialogue franc et sincère s'engage entre nos deux États en vue de mener des négociations de bonne foi pour renforcer et approfondir encore davantage le processus d'intégration régionale.

À ce propos, mon gouvernement a accepté que les représentants spéciaux des deux États soient désignés pour entamer les négociations en vue de la délimitation des eaux territoriales qui se chevauchent et relèvent des juridictions d'El Salvador et du Honduras sur les zones maritimes exclusives adjacentes à la partie continentale et aux îles.

Mon gouvernement considère que les travaux de la Commission mixte qui sera chargée des négociations devront s'inscrire dans le cadre de l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale de 1917, de l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992, de la pratique des États et des principes et normes du droit international.

Mon gouvernement tient à réitérer que l'esprit qui anime nos gouvernements augure bien de l'issue des pourparlers et que nos représentants spéciaux négocieront en toute bonne foi pour parvenir à un accord qui satisfasse les intérêts des deux parties.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

La Ministre des relations extérieures
(Signé) María Eugenia Brizuela **de Ávila**

Appendice 6

Secrétariat aux relations extérieures de la République du Honduras

Tegucigalpa, le 9 septembre 2002

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 3 avril 2002, dans laquelle vous vous référez à l'offre formulée par le Honduras dans sa note du 7 août 2000 visant à ce que les deux États, seuls riverains de la baie de l'Union, où les zones de 3 milles marins des deux États se chevauchent, procèdent dans un esprit de fraternité à la délimitation des eaux et nomment à cet effet des représentants spéciaux.

Dans votre communication, vous me faites savoir également que votre gouvernement a accepté que les représentants spéciaux des deux États soient désignés pour entamer les négociations en vue de la délimitation des eaux territoriales qui se chevauchent et relèvent des juridictions d'El Salvador et du Honduras sur les zones maritimes exclusives adjacentes à la partie continentale et aux îles.

À ce propos, mon gouvernement souhaite également assurer votre pays et votre gouvernement de l'esprit de fraternité qui l'anime et engager des pourparlers visant à aboutir à la conclusion de nouveaux accords concernant les eaux intérieures et extérieures de la baie de Fonseca, étant entendu que l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992 englobe l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale de 1917, les principes et normes du droit international et la pratique des États riverains du golfe.

Si ces dispositions vous agréent, je serais heureux de vous communiquer les noms des représentants spéciaux du Honduras pour les pourparlers bilatéraux.

Le Ministre des relations extérieures
(*Signé*) Guillermo **Pérez-Cadalso** Arias

Mme María Eugenia **Brizuela de Ávila**
Ministre des relations extérieures
République d'El Salvador

Appendice 7

Ministère des relations extérieures de la République d'El Salvador

San Salvador, le 15 octobre 2002

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous concernant la communication No 087-DSM du 9 septembre 2002, dans laquelle vous vous référez à l'échange de correspondance entre nos deux gouvernements et, en particulier, à ma note No 27/02 du 3 avril 2002, dans laquelle je me référais à l'offre formulée par le Honduras dans sa note du 7 août 2000 « visant à ce que les deux États, seuls riverains de la baie de l'Union, où les zones de 3 milles marins des deux États se chevauchent, procèdent, dans un esprit de fraternité, à la délimitation des eaux et nomment à cet effet des représentants spéciaux ».

Par ailleurs, vous mentionnez notre communication dans laquelle nous avons indiqué que notre gouvernement « a accepté que les représentants spéciaux des deux États soient désignés pour entamer les négociations en vue de la délimitation des eaux territoriales qui se chevauchent et relèvent des juridictions d'El Salvador et du Honduras sur les zones maritimes exclusives adjacentes à la partie continentale et aux îles ».

Dans la même note à laquelle vous vous référez, à savoir celle du 3 avril 2002, je vous faisais respectueusement observer que : « ... mon gouvernement considère que les travaux de la Commission mixte qui est chargée des négociations devront s'inscrire dans le cadre de l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale du 9 mars 1917, de l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992, de la pratique des États et des principes et normes du droit international ».

Ce qui précède doit s'interpréter à la lumière de ce que nous avons indiqué dans notre note du 9 novembre 2001, à savoir : « Mon gouvernement a accepté que des représentants spéciaux des deux États soient désignés pour entamer les négociations en vue de la délimitation des eaux territoriales qui se chevauchent et relèvent des juridictions d'El Salvador et du Honduras sur les zones maritimes exclusives adjacentes à la partie continentale et aux îles, notamment les zones maritimes adjacentes aux îles salvadoriennes de Meanguera et Meanguerita et les zones maritimes adjacentes à l'île hondurienne d'El Tigre, en vue d'un règlement ou d'un accord conforme aux principes reconnus du droit international. Mon gouvernement considère qu'il ressort implicitement de votre offre que les représentants qui seront désignés prendront en considération, dans le cadre des négociations portant sur les zones maritimes adjacentes à la terre ferme et aux îles,

Son Excellence
Monsieur Guillermo Pérez-Cadalso Arias
Ministre des relations extérieures
République du Honduras
E. S. D. O.

la situation spéciale des zones maritimes adjacentes à l'île salvadorienne de Conejo, de sorte que le dialogue franc et sincère débouche sur des accords justes pour nos deux États frères. Mon gouvernement souhaite toutefois préciser que le dialogue franc et sincère qui est proposé par votre gouvernement et accepté par le nôtre, dans un esprit de coopération et de bonne foi, n'implique ni ne signifie que l'État d'El Salvador renonce à son droit d'introduire, dans un délai de 10 ans, une demande en révision au cas où un fait nouveau surviendrait, tant dans la zone maritime pertinente qu'en ce qui concerne les îles salvadoriennes par rapport auxquelles est définie la zone de 3 milles marins, le delta du Goascorán et les autres secteurs contestés, sauf si les pourparlers entre les représentants des deux pays débouchent sur un accord. »

Si j'ai jugé utile de répéter ce qu'a exprimé notre pays dans les notes susmentionnées, c'est en raison de ce que vos avez indiqué dans votre note du 9 septembre 2002, à savoir : « À ce propos, mon gouvernement souhaite également assurer votre pays et votre gouvernement de l'esprit de fraternité qui l'anime et engager des pourparlers visant à aboutir à la conclusion de nouveaux accords concernant les eaux intérieures et extérieures de la baie de Fonseca, étant entendu que l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992 englobe l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale de 1917, les principes et normes du droit international et la pratique des États riverains du golfe ».

Mon gouvernement, qui est lui aussi animé des sentiments les plus fraternels et sincères à l'égard de votre pays et de votre gouvernement, tient néanmoins à préciser ce qui suit : Comme nous l'avons indiqué dans notre note du 9 novembre 2001, le dialogue engagé avait pour objet d'entamer des pourparlers entre les deux États sur les eaux du golfe de Fonseca, qui pourraient en principe être délimitées de manière bilatérale, c'est-à-dire sur les zones où les eaux territoriales se chevauchent et relèvent des juridictions d'El Salvador et du Honduras, sur les zones maritimes exclusives adjacentes à la partie continentale et aux îles; il s'agit en effet d'une affaire qui peut être réglée au niveau bilatéral entre le Honduras et El Salvador puisque le chevauchement des eaux territoriales ne donne pas lieu à un condominium et doit faire l'objet d'un règlement conforme au droit international, comme l'indique l'arrêt de 1917. Nous tenons néanmoins à rappeler que, dans la note précitée, nous avons formulé la réserve suivante : « Mon gouvernement souhaite néanmoins préciser que le dialogue franc et sincère qui est proposé par votre gouvernement et accepté par le nôtre dans un esprit de coopération et de bonne foi n'implique ni ne signifie que l'État d'El Salvador renonce à son droit d'introduire, dans un délai de 10 ans, une demande en révision au cas où un fait nouveau surviendrait, tant dans la zone maritime pertinente qu'en ce qui concerne les îles salvadoriennes par rapport auxquelles est définie la zone de 3 milles marins, le delta du Goascorán et les autres secteurs contestés, sauf si les pourparlers entre les représentants des deux pays débouchent sur un accord ».

Il se fait que votre note nous est parvenue après notre dépôt devant la Cour internationale de Justice, le 10 septembre 2002, d'une demande en révision de l'arrêt de 1992, concernant le sixième et dernier secteur de la frontière terrestre, c'est-à-dire le delta Goascorán; étant donné que les eaux sur lesquelles portera le dialogue entre les deux États sont adjacentes, pour une bonne partie, à la zone qui fait l'objet de la demande en révision, notre gouvernement considère qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir un dialogue sur ladite zone tant que la Cour de La Haye n'aura tranché concernant la demande en révision introduite par El Salvador; en raison de ce qui

précède et dans le même esprit de bonne foi, mon gouvernement propose au Honduras d'attendre l'issue de la requête pour convenir de ce qu'il convient de faire.

En ce qui concerne le passage suivant de votre note précitée « ... des pourparlers visant à aboutir à la conclusion de nouveaux accords concernant les eaux intérieures et extérieures de la baie de Fonseca », nous avons consulté nos archives, en particulier le Mémoire d'accord que les chefs des forces navales d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua à Puerto de Corinto (Nicaragua) ont conclu le 8 mars 2002 et que les Présidents des trois pays ont ratifié dans la Déclaration présidentielle de Pochomil du 12 mars 2002 et n'avons trouvé nulle trace d'un accord concernant le reste des eaux du golfe et encore moins les eaux extérieures à la baie de Fonseca; un tel accord ne pourrait de toute façon en aucun cas être bilatéral (entre El Salvador et le Honduras), puisque par la nature des choses, du fait de la géographie du golfe et parce que la Cour en a décidé expressément ainsi dans son arrêt de 1992, il doit y avoir accord entre les trois États concernés et la République du Nicaragua devrait participer à tout accord qui serait conclu en la matière.

Par ailleurs, si notre gouvernement a bien indiqué dans sa note du 3 avril 2002 : « ... que les travaux de la Commission mixte qui sera chargée des négociations devront s'inscrire dans le cadre de l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale de 1917, de l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992, de la pratique des États et des principes et normes du droit international », c'est en vue de déterminer les différentes sources ou éléments qui seraient pertinents pour le régime juridique du golfe de Fonseca; il n'avait nullement l'intention d'établir une quelconque hiérarchie entre ces sources et éléments; c'est pourquoi le passage suivant de votre note du 9 septembre 2002 retient fortement notre attention : « ... étant entendu que l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 11 septembre 1992 englobe l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale de 1917, les principes et normes du droit international et la pratique des États riverains du golfe ».

Notre gouvernement se voit dans l'obligation de rejeter catégoriquement une telle affirmation, car il n'a jamais considéré que la portée et le contenu de l'arrêt du 11 septembre 1992 englobaient ceux de l'arrêt de la Cour de justice d'Amérique centrale – ce n'était d'ailleurs pas là l'objet du différend et il n'en était pas fait mention dans l'arrêt de 1992. De plus, une véritable interprétation du régime juridique du golfe, qui soit valable pour les trois États, ne peut être effectuée qu'avec l'accord et la participation active de la République du Nicaragua, et non dans un cadre bilatéral.

Les mêmes considérations valent pour les « principes et normes du droit international et à la pratique des États riverains du golfe » que vous évoquez.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

La Ministre des relations extérieures
(Signé) María Eugenia **Brizuela de Ávila**